

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 6/6**

### **Novembre 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Clémentville

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, Rue de Clémentville dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue de Las Sorbes et la Rue des Troènes, la circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

#### Article 2 :

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, Rue de Clémentville des deux côtés dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue de Las Sorbes et la Rue des Troènes, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**



**Publié le :**

**0 4 DEC. 2017**



**Direction Réglementation et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**' Cœur de ville en lumières '**  
**Jeudi 30 Novembre, vendredi 1er et samedi 2**  
**décembre 2017**  
**Ordre Public**  
**Interdiction de vente et de transport de toutes**  
**boissons conditionnées dans des récipients en**  
**verre**  
**Interdiction de vente ambulante**  
**Interdiction de vente de boissons alcoolisées à**  
**emporter**  
**sauf dans les établissements dûment autorisés,**  
**Interdiction de vente, d'utilisation et de transport**  
**de produits inflammables dans des récipients**  
**transportables.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2214-4 et suivants ;
- Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7 ;
- Vu le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- Vu, le Règlement de Voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;



- Vu l'arrêté municipal n° A-2017/171 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;
- Vu l'arrêté municipal VA/2017/4769 du 13 Novembre 2017 relatif à la Tranquillité Publique, saison hivernale 2017/2018.
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité du passage dans les rues ;
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;
- CONSIDERANT le nombreux public attendu à l'occasion la manifestation « **cœur de ville en lumières** » qui aura lieu les 30 novembre, 1er et 2 décembre 2017 dans le centre historique de Montpellier ;
- CONSIDERANT que cette manifestation se tenant dans un périmètre restreint, nécessite des mesures particulières de restrictions de vente et consommation d'alcool afin que la tranquillité et la sécurité publique y soient assurées ;
- CONSIDERANT qu'il importe en outre de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public ;
- CONSIDERANT les éléments rappelés par le plan Vigipirate à l'occasion des événements accueillant un large Public.

**Arrête :**

**Article 1er :**

**Sont interdits, les jeudi 30 novembre, vendredi 1er et samedi 2 décembre 2017 de 17h à 23h :**

- La vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre
- L'installation et l'exploitation de commerces ambulants non autorisés
- La vente de boissons alcoolisées à emporter sauf pour les établissements dument autorisés
- La vente, l'utilisation et le transport de produits inflammables dans des récipients transportables.

Dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Rue Jules Ferry – Rue de Verdun – Avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Place du 11 novembre - Quai du Verdanson – Quai des Tanneurs – Place Albert 1<sup>er</sup> – Boulevard Henri IV – Boulevard Professeur Louis Vialleton – Rue Pitot – Hilaire de Ricard – Rue Maréchal de Castrie – Rue Clapiès – Place Giral – Boulevard Ledru Rollin – Boulevard Jeu de Paume – Boulevard de l'Observatoire – Rue de la République – Place Gibert.

**Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.**

**Article 2 :**

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 NOV. 2017  
Madame l'Adjointe au Maire  
Marie-Hélène SANTARELLI

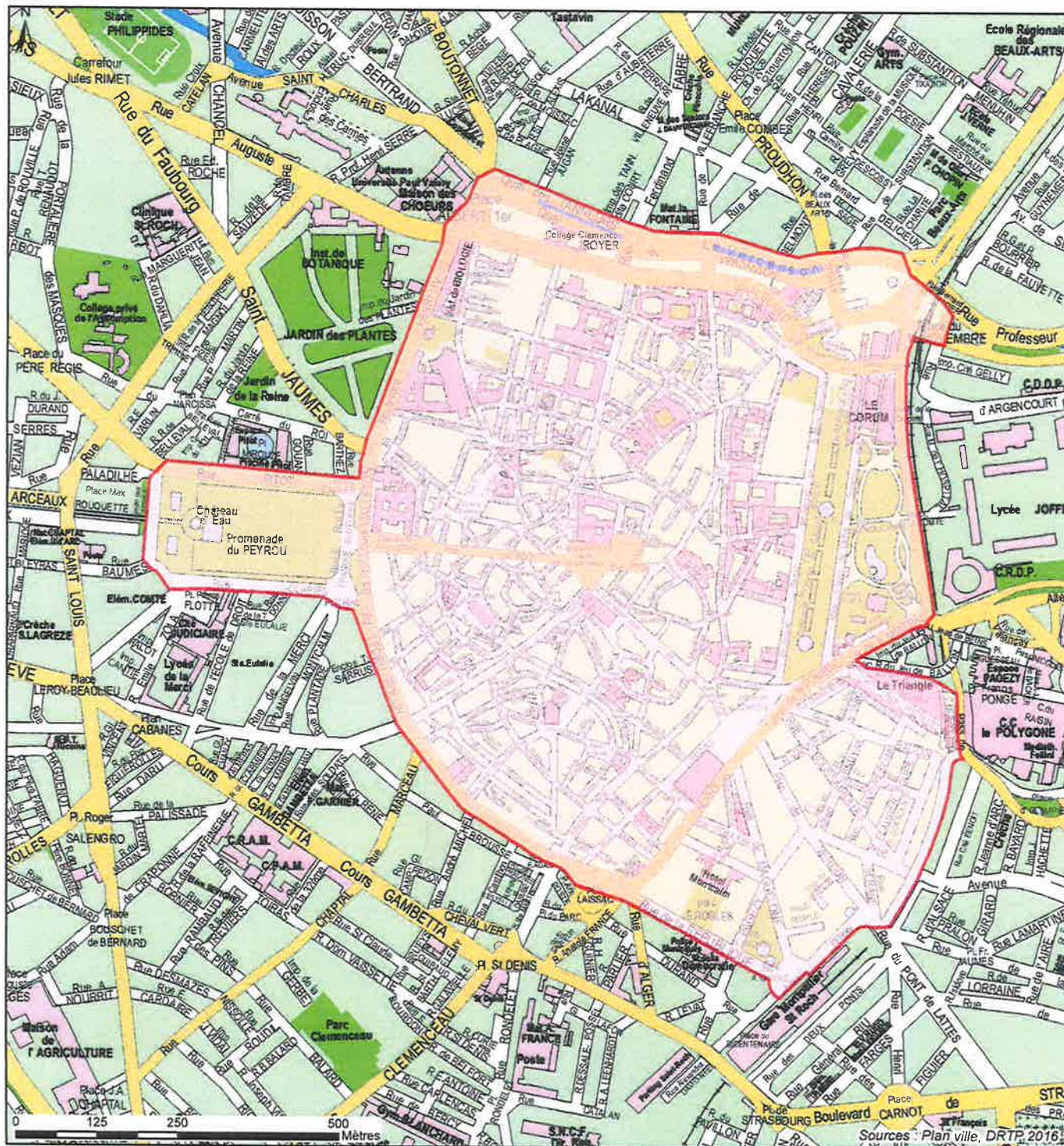
Publié le : 27 NOV. 2017  
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





ANNEE 2017

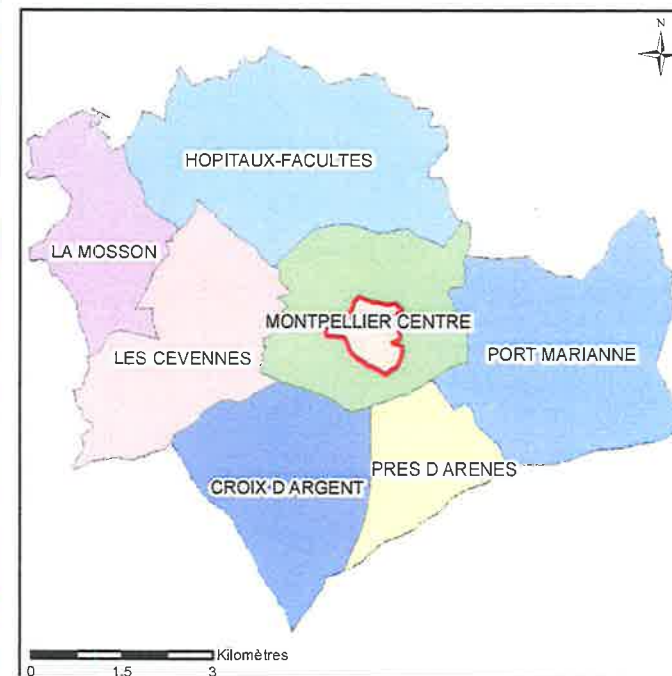
PERIMETRE D'APPLICATION  
DE L'ARRETE



# Cœur de ville en lumières ORDRE PUBLIC

Date d'édition : Novembre 2017

Auteur : OLTP - Ville de Montpellier







**Direction de la  
règlementation et de la  
tranquillité publique**

## **Certificat d'affichage**

**Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER**

**C E R T I F I E** que l'arrêté municipal n° VA/2017/5075 du 23 novembre 2017

**« Cœur de Ville en Lumière »  
Jeudi 30, vendredi 1<sup>er</sup> et samedi 2 décembre 2017  
Ordre Public**

a été affiché en Mairie à compter du 27 Novembre 2017.

sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

**MONTPELLIER, le 27 Novembre 2017**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Le directeur de la Règlementation  
et de la Tranquillité Publique**

**Jean-Pierre VIALAY**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2017-T3183

**Arrêté temporaire  
Circulation interdite  
Rue Bouschet de Bernard**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement du réseau à la demande de Enedis ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **01 décembre 2017** inclus, Rue Bouschet de Bernard dans sa partie comprise entre la rue Anterrieu et la Rue Adam de Craponne, la circulation est interdite dans le sens de la Rue Anterrieu vers la Rue Adam de Craponne.  
La déviation des véhicules se fera par la Rue Bouschet de Bernard, la Rue du Faubourg Figuerolles, la Rue Daru, le Cours Gambetta et la Rue Adam de Craponne.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ABE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**23 NOV. 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Avenue Charles Flahault

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **22 novembre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, Avenue Charles Flahault sur le pont du Verdanson, le stationnement est autorisé sur trottoir aux véhicules et matériel de l'entreprise Gauthier.

Un cheminement piéton de 1,40 mètres de large minimum sera maintenu.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Gauthier.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**23 NOV. 2017**

**Publié le :**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Georges Méliès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de divers travaux de voirie, à la demande de la SERM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 04 décembre 2017 et jusqu'au 22 décembre 2017 inclus, la circulation est interdite Rue Georges Méliès depuis la Place de Jérusalem vers et jusqu'à la Place de Lisbonne

#### Article 2 :

À compter du 04 décembre 2017 et jusqu'au 22 décembre 2017 inclus, sur les deux voies sud de la Rue Georges Méliès entre la Place de Lisbonne et la Place de Jérusalem :

- la circulation est placée à double sens pour la circonstance ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 3 :

Une déviation est mise en place pour les véhicules de plus de 3,5t. Cette déviation débute sur Carrefour de Madrid, emprunte :

- le Boulevard Pénélope
- la Place Odysseum

et se termine sur la Rue Georges Méliès.

**Article 4 :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **22 décembre 2017** inclus, Rue Georges Méliès, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à l'entreprise EUROVIA.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EUROVIA

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Lyciet

Arrêté n° 2017-T3226

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement à la demande de la SERM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **31 décembre 2018** inclus, la Rue du Lyciet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**06 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Justice de Castelnaud

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la pose d'un portique de limitation de gabarit à la demande de la Direction des Transports et de la Mobilité ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **01 décembre 2017** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnaud, dans sa partie comprise entre la Rue du Mas de Calenda et la Rue de Montasinos est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise TCL.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Jules Isaac

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, la Rue Jules Isaac dans sa partie comprise entre la Rue de Salaison et la Rue des Bouquetins est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La voie de droite est interdite à la circulation générale.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 06 DEC. 2017**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of vertical strokes followed by a horizontal line, is written over a circular official stamp. The stamp is partially obscured by the signature and contains some illegible text and a central emblem.



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Chaptal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de livraison échaffaudage à la demande de la société SFARA ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **28 novembre 2017**, Rue Chaptal en face du N°9 sur 4 places, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société SFARA.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SFARA

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réseau électrique à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 08 janvier 2018 et jusqu'au 26 janvier 2018 inclus, l'Avenue de la Pompignane dans sa partie comprise entre la Rue Alphonse Juin et la Rue Luis Barragan est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.
  - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;  
Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.
  - Le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Les cyclistes circulant habituellement sur la piste cyclable seront déviés sur la chaussée.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**



**Publié le :**

**06 DEC. 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **19 janvier 2018** inclus, l'Avenue de la Pompignane est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ACR

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**06 DEC. 2017**



Arrêté n° 2017-T3233

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue Durand**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur THIAILLER ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **30 décembre 2017**, Rue Durand au droit du N°8 sur 2 places, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de Monsieur THIAILLER.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur THIAILLER

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Germaine Tillion

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de déménagement à la demande de NVM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **14 décembre 2017**, l'Avenue Germaine Tillion au droit du 280 sur un emplacement de 10 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société NVM.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de NVM

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 06 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Valentin Haüy

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Rives Dicostanzo ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **15 décembre 2017**, Place Valentin Haüy sur 2 places, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société Rives Dicostanzo.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Rives Dicostanzo

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue de la Méditerranée,**  
**Rue de l'Aire**  
**et Rue Lamartine**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de chaussée menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue de la Méditerranée sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux ;
- la Rue de l'Aire ;
- la Rue Lamartine.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

**Article 2 :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue de l'Aire ;
- la Rue de la Méditerranée par intermittence.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

**Article 3 :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue de la Méditerranée dans sa partie comprise entre la Place François Jaumes et la Rue de Tarragone ;
- la Rue Lamartine.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Mende, Avenue du Docteur Pezet, Rue du Truel et Place de la Voie Domitienne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre des prélèvements d'enrobé à la demande de l'AM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **23 décembre 2017** inclus, l'Avenue du Docteur Pezet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;  
uniquement durant le temps des prélèvements.
  - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - le stationnement est interdit.
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **23 décembre 2017** inclus, la Rue du Truel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;  
uniquement durant le temps des prélèvements.
  - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - le stationnement est interdit.
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **23 décembre 2017** inclus, la Route de Mende est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ; uniquement durant le temps des prélèvements.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **23 décembre 2017** inclus, la Place de la Voie Domitienne est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ; uniquement durant le temps des prélèvements.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise HYDROGEOTECHNIQUE.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

  
Luc ALBERNHE

Publié le :

04 DEC. 2017



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Georges Méliès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T3101 du 14 novembre 2017 ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT les modifications du planning ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 27 novembre 2017 les dispositions de l'arrêté 2017-T3101 du 14 novembre 2017 sont prorogées jusqu'au 08 décembre 2017 inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le : 04 DEC. 2017

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Auguste Comte

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de déménagement à la demande de la société PRODEM ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **12 décembre 2017**, la Rue Auguste Comte au droit du N°20 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La voie de droite est réservée à la circulation du véhicule de déménagement de la société PRODEM.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

#### Article 2 :

Le **12 décembre 2017**, Rue Auguste Comte au droit du N°20 sur 3 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société de déménagement PRODEM.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de PRODEM

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au déménagement, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Raguse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur PECOT Gabriel ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **13 décembre 2017**, Rue de Raguse au droit du N°2 sur 2 places, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement immatriculé : EP 477 GZ.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur PECOT Gabriel

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Navacelles

Arrêté n° 2017-T3241

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T3174 du **17 novembre 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux entrepris nécessite un délai supplémentaire pour être menés à leur terme ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **24 novembre 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T3174 du **17 novembre 2017** sont prorogées jusqu'au **01 décembre 2017** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 Novembre 2017**

Monsieur l' Adjoint ~~délégué~~



**Luc ALBERNHE**

Publié le :

**05 DEC. 2017**

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue des Cétoines**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **20 décembre 2017** inclus, la Rue des Cétoines, dans sa partie comprise entre la Rue Raoul Follereau et le n° 162 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFFAGE.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 Novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le : 05 DEC. 2017**

**Luc ALBERNHE**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Major Flandre

Arrêté n° 2017-T3243

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 27 novembre 2017 et jusqu'au 20 décembre 2017 inclus, l'Avenue du Major Flandre, dans sa partie comprise entre la Rue des Cétoines et la Rue Raoul Follereau est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFFAGE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 Novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 DEC. 2017**



**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue François Henry d'Harcourt**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **23 novembre 2017** et jusqu'au **20 décembre 2017** inclus, la Rue François Henry d'Harcourt, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Fès et sur une distance de 100 mètres dans le sens Nord Ouest est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFFAGE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 Novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**0 5 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Jausserand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue de Jausserand

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Vieille Poste, emprunte :

- la Rue de Pinville

et se termine sur la Rue de Jausserand.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 DEC. 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Louis Braille

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de remise en état de la voirie à la demande de ENEDIS ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 04 décembre 2017 et jusqu'au 15 décembre 2017 inclus, la Rue Louis Braille depuis la Rue Baqué jusqu'à l'Avenue de Lodève est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- Il est instauré une mise en impasse ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**05 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Verdun

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie et le trottoir du présent arrêté en raison des transferts de matériel pour une manifestation musicale à la salle de spectacle Rockstore ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **12 décembre 2017** et jusqu'au **14 décembre 2017** inclus, Rue de Verdun les places nécessaires au transferts du matériel des N° 20 au N°22, le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules affrétés aux travaux de transferts de la salle de spectacle Rockstore.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

À compter du **12 décembre 2017** et jusqu'au **14 décembre 2017** inclus, Rue de Verdun, dans sa partie comprise entre la Rue du Clos René et la Rue Jules Ferry, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le : 04 DEC. 2017**

**Luc ALBERNHE**



# Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

## Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place Jacques Brel, Avenue Pablo Neruda et Rue d'Uppsala

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à la demande de l'entreprise Colas ;

**Arrête :**

### Article 1er :

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **22 décembre 2017** inclus, la Rue d'Uppsala est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 2 :

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **22 décembre 2017** inclus, l'Avenue Pablo Neruda entre le rond point Antonin Artaud et le rond point René Char est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 3 :**

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **22 décembre 2017** inclus, Place Jacques Brel, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Colas.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement MATCH MHSC - FC METZ

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - FC METZ ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Samedi 16 décembre 2017 MHSC - FC METZ
- Le coup d'envoi du match sera donné à 20h00.

#### Article 2 :

Le **16 décembre 2017**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre le rond point Schuman et l'avenue de Louisville côté Nord est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;  
Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.



**Article 3 :**

Le **16 décembre 2017**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Le **16 décembre 2017**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine ainsi que la voie d'accès au tennis club et aux locaux techniques de la piscine, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

Le **16 décembre 2017**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.
- L'arrêt et le stationnement sont interdits.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 6 :**

Le **16 décembre 2017**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

**Article 7 :**

Le **16 décembre 2017**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

**Article 8 :**

Le **16 décembre 2017**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 9 :**

Le **16 décembre 2017**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 10 :**

Le **16 décembre 2017**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 11 :**

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

**Article 12 :**

Le **16 décembre 2017**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 13 :**

Le **16 décembre 2017**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs**.

**Article 14 :**

Le **16 décembre 2017**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 15 :**

Le **16 décembre 2017**, Avenue de Louisville au droit du square de Surville, Il est instauré une mise en impasse.

**Article 16 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 17 :**

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 18 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 19 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 DEC. 2017**



**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue des Quatre Vents**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation des travaux d'élagage des arbres gênant le passage des véhicules de secours à la demande de l'entreprise FAGES Elagage ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **12 décembre 2017** inclus, la Rue des Quatre Vents de part et d'autre du n°466 sur une distance de 100 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise FAGES Elagage.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 Novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**0 5 DEC. 2017**



Arrêté n° 2017-T3251

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue des Brusses**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation des travaux d'élagage des arbres à la demande de l'entreprise FAGES Elagage ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **06 décembre 2017**, la Rue des Brusses de part et d'autre du n°88 sur une distance de 25 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation sera déviée par rétrécissement de la chaussée.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise FAGES Elagage.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 Novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**0 5 DEC. 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement MATCH MHSC - LYON

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - LYON ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Mercredi 13 décembre 2017 MHSC - LYON  
Le coup d'envoi du match sera donné à 21h00.

#### Article 2 :

Le **13 décembre 2017**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre le rond point Schuman et l'avenue de Louisville côté Nord est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;  
Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

**Article 3 :**

Le **13 décembre 2017**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Le **13 décembre 2017**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine ainsi que la voie d'accès au tennis club et aux locaux techniques de la piscine, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

Le **13 décembre 2017**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.
- L'arrêt et le stationnement sont interdits.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 6 :**

Le **13 décembre 2017**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

**Article 7 :**

Le **13 décembre 2017**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

**Article 8 :**

Le **13 décembre 2017**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 9 :**

Le **13 décembre 2017**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 10 :**

Le **13 décembre 2017**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 11 :**

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

**Article 12 :**

Le **13 décembre 2017**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 13 :**

Le **13 décembre 2017**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs**.

**Article 14 :**

Le **13 décembre 2017**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 15 :**

Le **13 décembre 2017**, Avenue de Louisville au droit du square de Surville, Il est instauré une mise en impasse.

**Article 16 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 17 :**

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 18 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 19 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 DEC. 2017**



Arrêté n° 2017-T3253

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue du Professeur Delage**  
**et Boulevard Ernest Renan**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison de travaux de réseaux BT à la demande de l'entreprise PROJECTLOC34 ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **30 novembre 2017** et jusqu'au **14 décembre 2017** inclus, la Rue du Professeur Delage est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, riverains, d'entretien et de service public.

**Article 2 :**

À compter du **30 novembre 2017** et jusqu'au **14 décembre 2017** inclus, le Boulevard Ernest Renan, dans sa partie comprise entre la Rue du Professeur Delage et la Rue du Bel Air est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**  
La circulation se fera sur le stationnement neutralisé.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**
- Le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.  
Prise du stationnement pour la circulation de la voie.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise PROJECTLOC34.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

  
Luc ALBERNHE  


Publié le : 04 DEC. 2017

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Croix des Rosiers et Avenue de la Liberté

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de débroussaillage à la demande de la Métropole de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **04 décembre 2017** inclus, l'Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre Carrefour Willy Brandt et la Rue des Grèzes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### **Article 2 :**

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **04 décembre 2017** inclus, la Rue de la Croix des Rosiers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ACTP34.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24.11.2017

Monsieur l' Adjoint délégué

**Luc ALBERNHE**

Publié le : **05 DEC. 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Méditerranée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de gros oeuvre du chantier "le jardin confidentiel" au niveau du numéro 51 de la rue Méditerranée à la demande de l'entreprise "COMET LANGUEDOC ROUSSILLON" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **24 janvier 2018** et jusqu'au **15 mai 2018** inclus, Rue de la Méditerranée depuis la Rue de Tarragone vers et jusqu'à la Rue Marie Muller, la circulation des véhicules est modifiée par alternat ponctuel assisté d'hommes trafic habilités. Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 17h00.**  
**La vitesse sera limitée à 30km/h.**

**Article 2 :**

À compter du **24 janvier 2018** et jusqu'au **15 mai 2018** inclus, Rue de la Méditerranée au niveau de l'emprise du chantier, le stationnement est interdit.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

L'entreprise en charge des travaux ( COMET LANGUEDOC ROUSSILLON ) devra assurer la signalisation du chantier et des itinéraires de déviations ( pose et maintenance permanente ) pendant la durée des travaux.

Elle est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Elle devra s'assurer de la sécurité des piétons et écoliers des groupes scolaires présents sur la rue Tarragone et la rue Méditerranée ( école élémentaire Jules Simon et l'école maternelle Florian ).

Elle devra indiquer et réaliser un cheminement piéton sécurisé.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise "COMET LANGUEDOC ROUSSILLON"

**Article 6 :**

A compter du 24 janvier 2018 et jusqu'au 15 Mai 2018 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés à l'entreprise "COMET LANGUEDOC ROUSSILLON" :

-

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

  
Luc ALBERNHE

Publié le : 04 DEC. 2017



Arrêté n° 2017-T3257

**Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue des Catalpas,**  
**Rue de Cherchell,**  
**Rue du Grau,**  
**Avenue du Maréchal Leclerc**  
**et Rue Jean Vachet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T2910 du **26 octobre 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement de réseau E.U, à la demande de la D.E.A ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **30 novembre 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T2910 du **26 octobre 2017** sont prorogées jusqu'au **29 décembre 2017** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 Novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

  
Luc ALBERNHE

Publié le : **05 DEC. 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Maurin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement de réseau, à la demande de ENEDIS ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **27 novembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, l'Avenue de Maurin, dans sa partie comprise entre la Rue des Passerines et la Rue du Mas Saint Pierre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h30** ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 Novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de l'Université

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation du Marché de Noël ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **16 décembre 2017**, Rue de l'Université entre les N° 31 au 56, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la rue de L'U

#### Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 DEC. 2017**



**Arrêté temporaire  
Limitation de vitesse  
Avenue de la Liberté**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de ORANGE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Garrats et l'Impasse de la Belle, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La circulation sera déviée par rétrécissement de la chaussée.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ORANGE.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Père Soulas

Arrêté n° 2017-T3262

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T3022 du 09 novembre 2017 ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 01 décembre 2017 les dispositions de l'arrêté 2017-T3022 du 09 novembre 2017 sont prorogées jusqu'au 22 décembre 2017 inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le : **05 DEC. 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T3263

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau de régulation du trafic à la demande du service Gestion Multimodale des Déplacements de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **30 novembre 2017** et jusqu'au **01 décembre 2017** inclus, la circulation est interdite Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre la Rue de la Taillade et l'Avenue de la Colline.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- en provenance de du Centre Ville par :
  - la Rue de la Taillade
  - la Rue Pierre Causse
- en provenance de de la Mosson par :
  - la Rue François Dezeuze
  - Rond-point de l'Armée des Alpes

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AXIMUM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Truel

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre un aménagement provisoire de la voie en général, et la création d'un cheminement sécurisé pour les piétons, à la demande du Pôle Territorial de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue du Truel à partir de la Place Eugène Bataillon, en direction de l'Avenue du Docteur Pezet jusqu'au mini giratoire

Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 6h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, pompiers et ambulances, du personnel de l'hôpital Saint ELOI, de police.

**Article 2 :**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - l'Avenue Abbé Paul Parguel
  - l'Avenue du Professeur Emile Jeanbrau
  - la Route de Mende
- par :
  - l'Avenue du Docteur Pezet
  - la Route de Mende
  - l'Avenue du Professeur Emile Jeanbrau
  - l'Avenue Abbé Paul Parguel

**Article 3 :**

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, Rue du Truel à partir de la Place Eugène Bataillon, sur une distance de 150 mètres en direction de l'Avenue du Docteur Pezet, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AER.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 25 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**05 DEC. 2017**

**Luc ALBERNHE**



Arrêté n° 2017-T3264

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue Camille Descossy**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée menés par la Métropole à la demande du Pôle territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, la Rue Camille Descossy est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, la police et les riverains..

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Camille Descossy, emprunte :

- la Rue de la Cavalerie
- la Rue Bernard Déléicieux

et se termine sur la Rue de Substantion.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFFAGE.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**04 DEC. 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Carré du Roi et Rue Richer de Belleval

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté afin de permettre le passage des bus des lignes 6 et 7 à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 04 décembre 2017 et jusqu'au 09 mai 2018 inclus, Rue du Carré du Roi le stationnement est interdit :

- côté des numéros pairs, entre l'Allée Jean Raymond et la Rue du Jardin de la Reine ;
- côté des numéros impairs sur un emplacement à son intersection avec la Rue Richer de Belleval ;
- au droit du n°16.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du 04 décembre 2017 et jusqu'au 09 mai 2018 inclus, Rue Richer de Belleval le stationnement est interdit :

- au droit du n°8 ;
- entre le n°1 et l'Avenue d'Assas.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**04 DEC. 2017**

**Luc ALBERNHE**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Hilaire Ricard

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur l'éclairage public menés par la Métropole de Montpellier à la demande du Service éclairage Public ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, Rue Hilaire Ricard sur 3 emplacements de part et d'autre de l'aqueduc, le stationnement unilatéral permanent est interdit. Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
- aux véhicules de police ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CITEOS

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T3268

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, l'Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Colline et la Rue des Eglantiers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AER.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



# Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

## Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue Claude Berri, Rue de Bugarel, Rue du Mas de Jaumes et Rue du Capitaine Pierre Pontal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du tournage de la série TANDEM à la demande de DEMD Production ;

Arrête :

### Article 1er :

À compter du 30 novembre 2017 et jusqu'au 06 décembre 2017 inclus, Rue de Bugarel, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production de la série TANDEM.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 2 :

À compter du 30 novembre 2017 et jusqu'au 06 décembre 2017 inclus, Rue Claude Berri, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production de la série TANDEM.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 3 :

À compter du 30 novembre 2017 et jusqu'au 06 décembre 2017 inclus, Rue du Capitaine Pierre Pontal, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production de la série TANDEM.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

À compter du **30 novembre 2017** et jusqu'au **06 décembre 2017** inclus, Rue du Mas de Jaumes, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production de la serie TANDEM.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DEMD Production

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

**Luc ALBERNHE**

Publié le :

**04 DEC. 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T3270

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Cavalerie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de livraison de matériel à la demande de Monsieur MAZZAROL ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **08 décembre 2017**, la circulation est interdite Rue de la Cavalerie au droit du N°4  
Ces dispositions sont applicables **6h30 à 9h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société CREALEAD charpente.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Cavalerie, emprunte :

- la Rue Lakanal

et se termine sur la Rue de la Cavalerie.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société CREALEAD

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a la livraison de matériel de charpente est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**04 DEC. 2017**





Arrêté n° 2017-T3271

**Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier****Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Avenue du Mondial de Rugby 2007****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société PYC ;

**Arrête :****Article 1er :**

Le **08 décembre 2017**, Avenue du Mondial de Rugby 2007 au droit du N°191 sur 4 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société PYC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière **immédiate**.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de PYC

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



Arrêté n° 2017-T3272

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue de la Galera**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **22 janvier 2018** inclus, la Rue de la Galera, dans sa partie comprise entre la Rue de la Croix de Lavit et le n° 210 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 Novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



**Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier****Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue Auguste Comte**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame JURUS ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **28 décembre 2017**, Rue Auguste Comte au droit du N°20 sur 2 places," pour un déménagement au 2 rue Saint Louis" , le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement Madame JURUS.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame JURUS

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T3274

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Faubourg Boutonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de livraison de béton. à la demande de l'entreprise PINON Galaad ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 01 décembre 2017 et jusqu'au 02 décembre 2017 inclus, la circulation est interdite Rue du Faubourg Boutonnet au droit du N°96  
Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
- aux véhicules de police ;
- au véhicule de l'entreprise PINON Galaad ;

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Faubourg Boutonnet, emprunte :

- la Rue Saint Vincent de Paul
- la Rue de l'Abbé de l'Epée

et se termine sur la Rue du Faubourg Boutonnet.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise PINON Galaad

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le : 01 DEC. 2017**

**Luc ALBERNHE**



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Madame Lorraine ACQUIER  
7ème Adjointe au Maire  
Déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics  
et aux Affaires militaires  
Abroge et remplace l'arrêté n° A-2017/003**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Madame Lorraine ACQUIER, 7<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à la Sécurité publique :
  - à la Police municipale ;
  - au Conseil Local de Sécurité de Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
  - à la Médiation sociale ;
  - au Contrôle du stationnement de surface ;
  - à la Vidéo-protection ;
  - à l'Animal en Ville ;
  - à l'Hygiène et la sécurité sanitaire (prévention sanitaire et contrôle des conditions d'hygiène et de santé, campagnes liées à un risque de santé publique, vaccinations, liens institutionnels avec l'Association Réseau des Villes Santé (ARS) pour les compétences relevant de la sécurité sanitaire...) ;
  - à la Lutte contre l'habitat indigne ;
  - à l'Environnement (suivi des ICPE, pollutions du milieu [eau/air/sol...] ;
  - à la Sécurité civile (comprenant le Plan Communal de Sauvegarde) ;

- aux Relations aux publics et aux Affaires militaires :
  - à la Vie quotidienne ;
  - à l'Etat civil ;
  - au Recensement,
  - à l'Administration des cimetières ;
  - aux Commémorations ;
  - au Service Prest'O ;
  - à la Population, incluant les Elections, l'Accueil, le Standard et la certification Qualiville ;
  - aux Affaires militaires.

## **ARTICLE 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Lorraine ACQUIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Lorraine ACQUIER n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28.11.2017  
**Monsieur le Maire**  
**Philippe SAUREL**

Publié le : 29.11.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Madame Marie-Hélène SANTARELLI  
3ème Adjointe au Maire  
Déléguée à l'Alimentation durable  
Abroge et remplace l'arrêté n° A-2017/171**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Madame Marie-Hélène SANTARELLI, 3<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation à l'Alimentation durable, incluant :

- la Bio-alimentation ;
- la Restauration scolaire ;
- le projet de nouvelle Cuisine centrale.

**ARTICLE 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Marie-Hélène SANTARELLI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Marie-Hélène SANTARELLI n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28.11.2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Publié le :** 29.11.2017

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Monsieur Patrick RIVAS  
23ème Adjoint au Maire  
Délégué aux Sports  
et aux Sports dans les quartiers  
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/0119/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Patrick RIVAS, 23<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- aux Sports ;
- aux Sports dans les quartiers.

Monsieur Patrick RIVAS reçoit également délégation à la Maison pour Tous Albert Dubout auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

**ARTICLE 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Patrick RIVAS reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Patrick RIVAS n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 . 11 . 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 29 . 11 . 2017

#### **Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Monsieur Thibault RASSAT  
25ème Adjoint au Maire  
Délégué au quartier Mosson  
et à l'Evaluation des politiques publiques  
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/0304/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Thibault RASSAT, 25<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- au quartier Mosson ;
- à l'Evaluation des politiques publiques auprès de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

**ARTICLE 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Thibault RASSAT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Thibault RASSAT n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 . 11 . 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 29 . 11 . 2017

#### **Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Monsieur Henri de VERBIZIER**  
**17ème Adjoint au Maire**  
**Délégué aux Espaces Verts, au Parc de Lunaret et**  
**aux Commissions de Sécurité et d'Accessibilité**  
**Abroge et remplace l'arrêté n° A-2017/016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Henri de VERBIZIER, 17<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- Aux Espaces Verts et aux Parcs et jardins ;
- au Parc de Lunaret ;
- aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité prévues par le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 auprès de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

**ARTICLE 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Henri de VERBIZIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Henri de VERBIZIER n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 . M . 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 29 . M . 2017

#### **Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Madame Sophia AYACHE  
24ème Adjointe au Maire  
Déléguée à la Jeunesse et la Vie étudiante  
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/0126/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Madame Sophia AYACHE, 24<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation à la Jeunesse et la Vie étudiante.

Madame Sophia AYACHE reçoit également délégation aux Maisons pour Tous Antoine de Saint-Exupéry et Albert Camus auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

**ARTICLE 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Sophia AYACHE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Sophia AYACHE n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

### ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28.11.2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 29.11.2017  
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Madame Chantal MARION  
14ème Adjointe au Maire  
Déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement  
foncier opérationnels et aux Relations  
internationales liées à l'économie  
Abroge et remplace l'arrêté n° VA/2017/4669**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Madame Chantal MARION, 14<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels comprenant :

- l'Urbanisme et l'Aménagement durable, notamment la planification communale, les actes relatifs et le suivi de toutes les procédures relatives aux opérations d'aménagement et notamment aux études préalables correspondantes et aux zones d'aménagement concerté (ZAC) ;
- l'Urbanisme opérationnel, notamment l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine) ;
- la Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme ;
- les Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail ;
- la Rénovation urbaine (PRU 1) ;
- le Logement : droit au logement et service municipal de la caution, Observatoire du logement précaire, hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO et dispositif Clé Montpellier Logement ;

Cet arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° A-2017/170 pris précédemment concernant les domaines de délégation précités ;

- aux Relations internationales liées à l'économie.

Madame Chantal MARION reçoit également délégation à la Maison pour Tous André Chamson auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

## **ARTICLE 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Chantal MARION reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Chantal MARION n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.



**ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28. 11. 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 29. 11. 2017

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Madame Valérie BARTHAS-ORSAL  
20ème Adjointe au Maire  
Déléguée aux Fêtes de la Saint Roch  
et à l'Animal en ville  
Abroge et remplace l'arrêté n° A-2017/126**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, 20<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- aux Fêtes de la Saint Roch ;
- à l'Animal en Ville, auprès de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

**ARTICLE 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Valérie BARTHAS-ORSAL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 . 11 . 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 29 . 11 . 2017  
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO  
21ème Adjoint au Maire  
Délégué au quartier Cévennes et aux Elections  
Abroge et remplace l'arrêté n° A-2017/127**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO, 21<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- au quartier Cévennes ;
- aux Elections auprès de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit également délégation à la Maison pour Tous Paul-Emile Victor et à la Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

**ARTICLE 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28. 11. 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 29. 11. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier

**Madame Séverine SCUDIER**  
**Conseillère municipale**  
**Déléguée à l'Animation de la Jeunesse**  
**et de la Vie étudiante**  
**Abroge et remplace l'arrêté n° VA/2017/4136**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Sophia AYACHE, Adjointe déléguée à la Jeunesse et la Vie étudiante ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Madame Séverine SCUDIER, Conseillère municipale, reçoit délégation à l'Animation de la Jeunesse et de la Vie étudiante auprès de Madame Sophia AYACHE, Adjointe déléguée à la Jeunesse et la Vie étudiante, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

Madame Séverine SCUDIER reçoit également délégation à la Maison pour Tous Jean-Pierre Caillens auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28. 11. 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 29. 11. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier

**Monsieur Vincent HALUSKA**  
**Conseiller municipal**  
**Délégué à l'Etat-civil,**  
**aux Economies d'énergie et à la Formation**  
**Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/0122/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoint ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;
- Vu la délégation de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- Vu la délégation de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal délégué aux Ressources humaines ;
- Vu la délégation de Monsieur CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Vincent HALUSKA, Conseiller municipal, reçoit délégation :

- à l'Etat-civil auprès de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;
- aux Economies d'énergie auprès de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- à la Formation auprès de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal délégué aux Ressources humaines ;

Monsieur Vincent HALUSKA reçoit également délégation à la Maison pour Tous Fanfonne Guillaume auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 : 11 . 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 29 . 11 . 2017

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Madame Samira SALOMON  
Conseillère municipale  
Déléguée aux Parcs et Jardins  
Abroge et remplace l'arrêté n° VA/2017/4135**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint délégué aux Espaces Verts, au parc de Lunaret et aux Commissions de sécurité et d'accessibilité ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Madame Samira SALOMON, Conseillère municipale, reçoit délégation aux Parcs et Jardins auprès de Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint délégué aux Espaces Verts, au Parc de Lunaret et aux Commissions de sécurité et d'accessibilité, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 . 11 . 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Publié le :** 29 . 11 . 2017

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**  
**Service Etat Civil**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation Officier d' Etat Civil concernant Mr  
Michaël DELAFOSSE le 09 Juin 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes sus-visés, complétée par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 ;

**Considérant** qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 09 Juin 2018 à 14 heures 15,

**Arrête :**

**Article 1.**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 09 Juin 2018 à 14 heures 15.

**Article 2.**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 28 NOV. 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Publié le : 30 NOV. 2017**  
**Notifié le :**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté de délégation de fonction  
Officier d'Etat Civil  
Personnel Municipal  
Direction des Relations aux Publics  
Service Etat-Civil  
Monsieur Khalid ZAGHAR  
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1228/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-10 et L 2122-32 ;
- Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 5 avril 2014.

**Article 1er :**

Monsieur Khalid ZAGHAR, fonctionnaire territorial au service de l'Etat Civil, reçoit délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugement sur les registres de l'état civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux déclarations ci-dessus et peut valablement délivrer toutes copies, et extraits d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

**Article 2 :**

En application de l'article R 2122-10 du CGCT, Monsieur Khalid ZAGHAR reçoit également délégation pour toutes les fonctions exercées par le Maire en tant qu'officier de l'état civil, sauf pour celles prévues par l'article 75 du Code civil.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 28 NOV. 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Publié le : 30 NOV. 2017**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**  
Service Etat Civil

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation Officier d' Etat Civil concernant Mme  
Patricia MIRALLES le 02 décembre 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes sus-visés, complétée par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 02 décembre 2017 à 11 heures 45.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Patricia MIRALLES, Conseillère Municipale, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 02 décembre 2017 à 11 heures 45.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 28 NOV. 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Publié le : 30 NOV. 2017**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire – Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**  
Service Etat Civil

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation Officier d' État Civil concernant M.  
Abdi EL KANDOUSSI le 02 décembre 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 02 Décembre 2017.

Arrête :

Article 1er :

- Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer les mariages du samedi 02 Décembre 2017.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 28 NOV. 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Publié le :**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Monsieur Henri MAILLET  
Conseiller municipal  
Délégué aux Commémorations et aux  
Commissions de Sécurité et d'Accessibilité  
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/0843/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Henri MAILLET, Conseiller municipal, reçoit délégation :

- aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité auprès de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- aux Commémorations auprès de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

Monsieur Henri MAILLET reçoit également délégation à la Maison pour Tous George Sand auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 . 11 . 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 29 . 11 . 2017

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

## Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Maréchaussée, Rue d'Obilion et Rue de la Victoire de la Marne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur éclairage public à la demande des Services Techniques de l'Eclairage Public ;

**Arrête :**

### Article 1er :

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **29 décembre 2017** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue de la Maréchaussée sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux ;
- la Rue de la Victoire de la Marne ;
- la Rue d'Obilion.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

### Article 2 :

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **29 décembre 2017** inclus, la circulation est interdite à l'avancement des travaux sur :

- la Rue de la Maréchaussée ;
- la Rue de la Victoire de la Marne ;
- la Rue d'Obilion.

Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

La déviation suivante est mise en place :

- par :
  - la Rue Joffre

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**



**Publié le : 01 DEC. 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T3276

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Saint Cléophas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, la Rue Saint Cléophas, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et l'Avenue de Maurin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.
- Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux véhicules de l'entreprise Malet ;
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, emprunte :

- le Boulevard Berthelot
- l'Avenue de Maurin.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 Novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Ferran

Arrêté n° 2017-T3277

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation des travaux télécom à la demande de l'entreprise SOGETREL. ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **12 décembre 2017** et jusqu'au **22 décembre 2017** inclus, Rue de Ferran, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Castelnau et le n° 59, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 16h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**  
La mesure est applicable uniquement durant la phase d'intervention.

#### Article 2 :

À compter du **12 décembre 2017** et jusqu'au **22 décembre 2017** inclus, la Rue de Ferran, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Castelnau et l'Avenue de la Justice de Castelnau est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

La mesure est applicable uniquement durant la phase d'intervention.

**Article 3 :**

À compter du **12 décembre 2017** et jusqu'au **22 décembre 2017** inclus, Rue de Ferran, dans sa partie comprise entre le n° 59 et l'Avenue de la Justice de Castelnau, la voie de gauche est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 16h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 Novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**0 8 DEC. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T3278

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Progrès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau de gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue du Progrès dans sa partie comprise entre la Rue Hippolyte et la Rue Condorcet  
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Progrès, emprunte :

- la Rue Condorcet
- le Boulevard des Arceaux
- la Rue Hippolyte

et se termine sur la Rue du Progrès.

**Article 3 :**

À compter du **02 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, Rue du Progrès sur 10 m de part et d'autre le n°26 B, le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Pastor TP

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

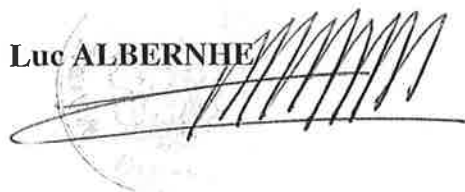
**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**



Publié le : **01 DEC. 2017**



**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue des Platanes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de piscine à la demande de DIFFAZUR ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **07 décembre 2017** et jusqu'au **13 décembre 2017** inclus, Rue des Platanes au droit du N°25 sur 3 places, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société DIFFAZUR.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **07 décembre 2017** et jusqu'au **13 décembre 2017** inclus, la Rue des Platanes au droit du N°25 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- au véhicule DIFFAZUR.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DIFFAZUR

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 DEC. 2017**



**Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier****Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue Brumaire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de livraison de matériel à la demande de SAS PISTRE et FILS ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **11 décembre 2017**, la circulation est interdite Rue Brumaire au droit du chantier CNFPT  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société SAS PISTRE et FILS.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Brumaire, emprunte :

- la Place Christophe Colomb
- la Rue Vendémiaire

et se termine sur la Rue Brumaire.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SAS PISTRE et FILS

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**05 DEC. 2017**





Arrêté n° 2017-T3281

**Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier****Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue de Barcelone**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur TOROSSIAN ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **15 décembre 2017**, Rue de Barcelone en face le N°7 pour un déménagement au N°10 rue du Pont de Lattes sur 2 places, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de type Mercedes Actros AG 316 SL.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur TOROSSIAN

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le : 05 DEC. 2017**

**Luc ALBERNHE**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Général Riu

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de SOBREVIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **18 décembre 2017**, Rue Général Riu en face le N°8 ( en dehors des emplacements handicapés ) sur 2 places, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société SOBREVIA / IVECO CG 304 YR.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société SOBREVIA

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le : 04 DEC. 2017**

**Luc ALBERNHE**





**Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

Arrêté n° 2017-T3283

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue du Palais des Guilhem**

---

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement réseau à la demande de Orange ;

**Arrête :****Article 1er :**

À compter du 11 décembre 2017 et jusqu'au 22 décembre 2017 inclus, Rue du Palais des Guilhem de part et d'autre de la rue Astruc, le stationnement est interdit sauf pour les véhicules nécessaires aux travaux.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOGETREL.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné aux travaux est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**0 4 DEC. 2017**

**Luc ALBERNHE**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la République

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de SARL LEVERT ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **08 janvier 2018**, Rue de la République au droit du N°6 sur le trottoir en tenant compte de la circulation des piétons sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement immatriculé 11 AJK 34.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SARL LEVERT

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**





**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Réglementation de la vente ambulante Hiver 2017/2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2213-2, L. 2214-4 et suivants ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique ;
- **Vu** le Code du Commerce ;
- **Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- **Vu** le Code Pénal et notamment son article R. 610-5 et 446-1 ;
- **Vu** la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;
- **Vu** le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- **Vu** l'arrêté n°711-2002 du 6 août 2002 réglementant les commerces non sédentaires ;
- **Vu** l'arrêté n°1718-2013 du 24 juillet 2013 portant réglementation générale des halles ;
- **Vu** l'arrêté n°1719-2013 du 24 juillet 2013 portant réglementation générale des marchés ;
- **Vu** l'arrêté n°14-2013 du 13 février 2013 réglementant les Estivales de Montpellier ;
- **Vu** l'arrêté n°VA/2017/4769 du 13 novembre 2017 réglementant la tranquillité publique;
  
- **Considérant** qu'il appartient au Maire, en vertu de l'article L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales, d'assurer la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques, places et placettes, mais aussi d'assurer le bon ordre et la tranquillité des lieux publics ;
  
- **Considérant** que la période visée se caractérise par une fréquentation exceptionnelle des visiteurs en période hivernale ;
  
- **Considérant** que les plaques de cuisson, les friteuses, les crêpières et les bouteilles de gaz installées sur les chariots constituent un risque certain pour les piétons passant à proximité, notamment lors de grands rassemblements organisés sur la place de la Comédie et sur l'esplanade Charles De Gaulle ;
  
- **Considérant** que cette affluence importante d'usagers (habitants la Métropole ou touristes) sur cette période et à certaines heures de la journée rend la circulation des piétons et véhicules autorisés difficile du fait de la configuration de certaines rues et places, du croisement des lignes de tramway et/ou du déroulement de manifestations spécifiques (marchés alimentaires et non-alimentaires, manifestations régulières telles que les

Estivales et/ou rassemblements ponctuels, fêtes citoyennes, etc...) d'autant plus nombreuses en cette période estivale ;

- **Considérant** que d'une part, les rues et places objet du présent arrêté font partie d'un secteur piétonnier hautement touristique notamment pendant la période hivernale et que d'autre part, sont comprises dans le secteur sauvegardé, lieu riche en matière de patrimoine ;

- **Considérant** que, eu égard aux particularités du quartier Montpellier-centre (étroitesse de certaines voies, habitat dense, forte fréquentation touristique, passage du tramway), toute présence de vendeurs ambulants sur cette zone est dès lors susceptible d'occasionner une gêne importante à la circulation et d'être une source d'insécurité de ce fait pour les personnes ;

- **Considérant** en particulier qu'une partie des rues et places visées, entre la gare et la place Castellane et dans les rues Etuves et Grand rue Jean Moulin est empruntée par un flux de piétons et véhicules autorisés important, notamment en provenance des gares ferroviaire et routière ;

- **Considérant** également en particulier que le passage du tramway rues Maguelone, Jules Ferry, Faubourg de la Saunerie, boulevard de l'Observatoire, et sur les places Edouard Adam et Comédie, réduit l'emprise de la place, diminuant le passage possible pour les piétons et véhicules autorisés ;

- **Considérant** que, pour l'ensemble de ces motifs, la présence de vendeurs ambulants dans les rues et places concernées et aux jours et heures indiqués ci-après est susceptible d'occasionner une gêne importante à la circulation et d'être une source d'insécurité pour les usagers du fait de l'obligation qui leur est faite de par leur statut de se déplacer sans cesse avec leur marchandise et véhicule éventuel (même non motorisé) en quête d'acheteurs sauf lors de la conclusion d'une transaction ;

- **Considérant** ainsi que si la liberté du commerce et de l'industrie est la règle, il est alors nécessaire de régler la présence de véhicules (chariots, triporteurs) ou d'engins encombrants (caisses, produits, malles) sur la voie publique, notamment des zones piétonnes identifiées par le présent arrêté afin de garantir la sécurité du public et la commodité du passage dans ces rues et espaces publics ;

## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1.**

La vente ambulante est interdite **du 01 décembre 2017 au 31 janvier 2018** dans les voies ci-après :

Toutes les rues de l'Ecusson comprise dans le périmètre suivant : quai des Tanneurs/quai du Verdanson/Bd Sarraill/ Bd Bonnes Nouvelles/ Place de la Comédie/ Bd Victor Hugo/ Bd de l'Observatoire/ Bd Jeu de Paume/ Bd Ledru Rollin/ Bd Professeur Louis Vialleton/ Bd Henri IV/ Place Albert 1<sup>er</sup>.

A l'intérieur du périmètre délimité par les rues Pitot/Bd Jeu de Paume/ Rue d'Alger/Rue du Grand St Jean/ Place St Denis/ Cours Gambetta/ Rue Auguste Comte, Rue Hilaire Ricard,

Et aussi dans les rues comprises dans le périmètre circonscrit comme suit : Bd Sarraill/Bd Bonnes Nouvelles/ Rue Vernière, Rue de la Fontaine du Pila St Gély, Rue Proudhon/ Rue de la Cavalerie/ Rue de la Poésie/ Rue des Bestiaux/ Avenue de Nîmes/ Rue Professeur Léon Vallois/ Avenue Jean Mermoz/ Rue Léon Blum/Quai Laurens/ Bd de Strasbourg/ Rue du Grand St Jean, Rue d'Alger, Bd Victor Hugo, Place de la Comédie et Bd Sarraill/ Bd Bonnes Nouvelles

Dans les espaces du secteur « Mosson » décrits ci-après :

Square Cos, le Grand Mail, Avenue de Louisville parking résidence Pic Saint Loup, allée la Mosson, parking piscine Neptune, parking Heidelberg (P2-P3) ;

Les rues et places visées par le présent arrêté sont indiquées sur le plan joint en annexe du présent arrêté.

Dans les rues et places et dans la période susmentionnée, la vente ambulante est interdite.

## **ARTICLE 2.**

Il est rappelé aux commerçants qu'ils conservent la possibilité d'exercer leur activité :

- soit en dehors des rues et places visées à l'article 1<sup>er</sup> ;
- soit en occupant régulièrement les emplacements prévus dans le quartier Montpellier-centre mais aussi dans tout autre quartier de Montpellier, sur les marchés dont la liste est consultable en Mairie.

Il convient de rappeler que toute occupation doit faire l'objet d'une demande préalable en application du Règlement Général des Marchés.

## **ARTICLE 3.**

Les infractions au présent arrêté et les ventes à la sauvette seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 4**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 2-9 NOV. 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 07 DEC. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.









**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Places de stationnement adaptées aux personnes à mobilité réduite dans les parcs de stationnement de 500 places et plus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales, articles L 2213-2 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- Vu le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement les articles R 111-19 à R.111-19-3 et R.111-19-7 relatifs aux Etablissements Recevant du Public neufs ou situés dans un cadre bâti ;
- Vu l'arrêté du 08 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;
- Vu l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;
- Vu l'article 3 des arrêtés susvisés visant les dispositions relatives au stationnement automobile ;

**Considérant** que pour les parcs de stationnement supérieurs à 500 places, le nombre de places adaptées aux personnes à mobilité réduite doit être fixé par arrêté municipal ;

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1**

Pour les parcs de stationnement supérieurs à 500 places, le nombre de places adaptées aux personnes à mobilité réduite devra être au minimum 2% du nombre total de places prévues pour le public.

Le nombre minimal de places adaptées est arrondi à l'unité supérieure.

**ARTICLE 2**

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 NOV. 2017  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Henri DE VERBIZIER



Publié le : 08 DEC. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-P91

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Cours Gambetta

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-15, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2012/NT/R/DGU-P213 du **10 septembre 2012** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans le Cours Gambetta ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279, du 27 décembre 2013, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P129, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 3) ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P130, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 4) ;
- VU l'arrêté municipal 2016-P86, du 21 juin 2016, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans l'aire piétonne dénommée SAUNERIE - COURREAU ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

#### Article 1er :

Un sens unique est institué sur :

- le Cours Gambetta depuis la Place Leroy-Beaulieu vers et jusqu'à la Place Saint Denis ;
- la contre-allée du Cours Gambetta située du côté des numéros pairs depuis la Rue Marceau vers et jusqu'à la Rue Général Chanzy.

**Article 2 :**

La voie située du côté des numéros pairs est réservée à la circulation de à double sens du tramway Cours Gambetta.

La plate-forme du tramway est circulée par le bus N°11 depuis la rue André Michel vers et jusqu'à la rue de la Raffinerie.

**Article 3 :**

La voie de droite est réservée à la circulation des transports en commun sur le Cours Gambetta, dans sa partie comprise entre la Rue de la Raffinerie et l'Avenue Georges Clémenceau.

**Article 4 :**

Il est créé une piste cyclable unidirectionnelle réservée exclusivement et obligatoirement aux cycles à deux ou trois roues sur le trottoir du Cours Gambetta côté impair depuis le n° 39 vers et jusqu'au n° 9.

**Article 5 :**

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection du Cours Gambetta, de la plate-forme du tramway, de la piste cyclable, de l'Avenue de Lodève, de la Rue Guillaume Pellicier et de la Place Leroy-Beaulieu ;
- à l'intersection du Cours Gambetta, de la Rue Général Vincent, de la Rue Emile Zola et de la plate-forme du tramway ;
- à l'intersection du Cours Gambetta et de la Rue du Faubourg Figuerolles ;
- à l'intersection du Cours Gambetta, de la Rue Daru et de la plate-forme du tramway ;
- à l'intersection du Cours Gambetta et de la voie de sortie du parking Gambetta au droit de la rue Général Chanzy ;
- à l'intersection de la Rue de la Raffinerie, de la plate-forme du tramway la traversée piétonne située au niveau du n°31 du Cours Gambetta, de la voie réservée aux transports en commun la traversée piétonne située au niveau du n°31 du Cours Gambetta, du Cours Gambetta et de la piste cyclable la traversée piétonne située au niveau du n°31 du Cours Gambetta ;
- à l'intersection de la voie réservée aux transports en commun la traversée piétonne située devant la CRAM au n°29 du Cours Gambetta, du Cours Gambetta, de la plate-forme du tramway et de la piste cyclable la traversée piétonne située devant la CRAM au n°29 du Cours Gambetta ;
- à l'intersection de la Rue Marceau, du Cours Gambetta, de la voie réservée aux transports en commun, de la piste cyclable et de la plate-forme du tramway ;
- à l'intersection de la voie réservée aux transports en commun, du Cours Gambetta, de la plate-forme du tramway et de la piste cyclable la traversée piétonne située au droit du débouché de la rue du Général Campredon ;
- à l'intersection du Cours Gambetta, de la voie réservée aux transports en commun, de la plate-forme du tramway la traversée piétonne située au droit du N°9 du Cours Gambetta et de la piste cyclable.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux tramways puis aux autres véhicules venant par la droite.

**Article 6 :**

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la voie de sortie du parking Gambetta au droit de la Place Saint Denis avec la plate-forme du tramway.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs circulant sur la voie de sortie du parking Gambetta au droit de la Place Saint Denis, et abordant cette intersection, sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 7 :**

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection, de l'Avenue Georges Clémenceau et du Cours Gambetta.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs circulant sur le Cours Gambetta abordant cette intersection, sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 8 :**

Il est interdit de tourner à droite dans la Rue de la Trente Deuxième pour tous les véhicules venant du Cours Gambetta.

**Article 9 :**

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Cours Gambetta côté impair :

- au n° 13 ( 1 place(s) ) ;
- au n° 27 bis ( 1 place(s) ) ;
- au n° 29 ( 2 place(s) ).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

**Article 10 :**

Les véhicules de livraison ont un emplacement réservé sur :

- le Cours Gambetta côté impair :
  - au n° 15 ( 1 place(s) ) ;
  - au n° 21 ( 2 place(s) ) ;
  - au n° 27 bis ( 1 place(s) ) ;
  - au n° 37 ( 1 place(s) ).
- La contre-allée du Cours Gambetta située du côté des numéros pairs côté pair au n° 30 ( 1 place(s) ).

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé Cours Gambetta :

- côté impair au n° 17 ( 1 place(s) ) et au n° 29 ( 1 place(s) ) ;
- côté pair sur la plate-forme du tramway ( 1 place(s) ).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 12 :**

Les cycles ont un emplacement réservé Cours Gambetta :

- côté impair :
  - au n° 11 ( 6 place(s) ) ;
  - au n° 19 ( 5 place(s) ) ;
  - au n° 29 ( 9 place(s) ) ;
  - au N°29 (station vélomag) ( 8 place(s) ).
- Côté pair :
  - au n° 2 ( 8 place(s) ) ;
  - sur le trottoir au niveau du débouché de la rue du Cheval Vert ( 5 place(s) ) ;
  - au n° 10 bis ( 6 place(s) ) ;
  - au n° 22 ( 4 place(s) ) ;
  - au n° 30 ( 5 place(s) ) ;
  - au n° 46 ( 6 place(s) ) ;
  - au n° 52 ( 4 place(s) ).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant.

**Article 13 :**

Les véhicules à deux roues motorisées ont deux emplacements réservés de 5 places Cours Gambetta côté impair au n° 29.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 14 :**

Le stationnement est interdit sur la contre-allée du Cours Gambetta située du côté des numéros pairs, dans sa partie comprise entre la Rue Marceau et Plan Cabanes.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 15 :**

La contre-allée du Cours Gambetta située du côté des numéros pairs, dans sa partie comprise entre la Rue André Michel et la Rue Marceau est incluse dans l'aire piétonne dénommée SAUNERIE.

**Article 16 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 17 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2012/NT/R/DGU-P213 du **10 septembre 2012**, susvisé est abrogé.

**Article 18 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 29 novembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **18 DEC. 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Arrêté n° 2017-T3285

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de ORANGE ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, l'Avenue de la Liberté depuis la Rue de la Taillade vers et jusqu'à la Rue de la Tour Buffel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
  - la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

#### **Article 2 :**

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, Avenue de Lodève depuis la Rue du Professeur Forgue vers et jusqu'à la Rue de Clémentville, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

La circulation sera déviée par rétrécissement de la chaussée.



**Article 3 :**

À compter du **11 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, Rue du Professeur Tédénat, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**  
La circulation sera déviée par rétrécissement de la chaussée.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ORANGE.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 29 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**04 DEC. 2017**

**Luc ALBERNHE**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Condorcet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement au réseau à la demande de Grdf ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 11 décembre 2017 et jusqu'au 15 décembre 2017 inclus, la Rue Condorcet, dans sa partie comprise entre la Rue du Progrès et le Boulevard des Arceaux est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;  
La déviation des véhicules se fera par la Rue du Progrès et la Rue Delmas.
- le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 29 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 DEC. 2017**



**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Championnat National de Natation par équipe de nage avec**  
**palmes**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du "Championnat National de Natation par équipe de nage avec palmes" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 décembre 2017** et jusqu'au **10 décembre 2017** inclus, la contre-allée située du côté des numéros impairs, entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

**Article 2 :**

À compter du **09 décembre 2017** et jusqu'au **10 décembre 2017** inclus, Allée de Delos, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **09 décembre 2017** et jusqu'au **10 décembre 2017** inclus, Place Dionysos, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

À compter du **09 décembre 2017** et jusqu'au **10 décembre 2017** inclus, la contre-allée située du côté des numéros impairs, entre la rue Léon Blum et la rue de l'Acropole, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

À compter du **09 décembre 2017** et jusqu'au **10 décembre 2017** inclus, Rue de l'Acropole entre l'avenue Jacques cartier et le boulevard de l'Aéroport International, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 6 :**

À compter du **09 décembre 2017** et jusqu'au **10 décembre 2017** inclus, parking au droit de l'immeuble "Port Juvénal" (côté avenue du Pont Juvénal), le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 8 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs du championnat.

**Article 9 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 10 :**

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux Championnats Nationaux de Natation, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N° 2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 11 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 29 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 08 DEC. 2017**



**Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

**Arrêté permanent**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue de la Croix du Sud**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-7, R. 415-15, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À l'intersection, de la Rue de la Croix du Sud et de la Rue des Pradiers, les conducteurs circulant sur la Rue de la Croix du Sud sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 2 :**

À l'intersection, de la Rue du Moulin de Sémalen et de la Rue de la Croix du Sud, les conducteurs circulant sur la Rue de la Croix du Sud sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 3 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue de la Croix du Sud, dans sa partie comprise entre la Rue des Pradiers et le n° 54.

**Article 4 :**

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Rue de la Croix du Sud côté pair, dans sa partie comprise entre la Rue du Moulin de Sémalen et le n° 145.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et

gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

Les cycles ont 4 places réservées Rue de la Croix du Sud côté pair face au n°196 à proximité de l'accès à l'école.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant.

**Article 6 :**

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue de la Croix du Sud côté pair face au n° 145.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposé sur le pare-brise.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 9 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 30 novembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **- 8 JAN. 2018**



**Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier****Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Voies diverses**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eaux usées à la demande de l'entreprise CITEC ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, l'Avenue de Lodève, dans sa partie comprise entre Rond-point de Celleneuve et la Route de Lodève est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, la Route de Lodève est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - le stationnement est interdit ;
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.  
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

**Article 3 :**

À compter du **04 décembre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, la circulation est interdite Avenue des Moulins, dans sa partie comprise entre la Rue du Petit Séminaire et la Route de Lodève

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue des Moulins, emprunte :

- la Rue des Congrégations
- la Rue Favre de Saint Castor

et se termine sur la Route de Lodève.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CITEC.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 30 novembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 08 DEC. 2017**

